



lutte OUVRIÈRE

Lettre d'information

Chaumont et Haute-Marne

**Mercredi
17 juin 2020**

Pour nous suivre :

Site internet :

[https://www.
lutte-ouvriere.org](https://www.lutte-ouvriere.org)

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

Sylvain Demay
(conseiller municipal)

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas
à la soutenir
financièrement.*

n° 7 - imp.spé.LO

Crise sociale et économique : aux capitalistes de payer, pas aux travailleurs !

Dimanche soir, Macron, en pleine autosatisfaction, a annoncé un semblant de normalisation. Mais la période qui vient ne sera pas un retour à la normale.

La crise économique est là, et elle est sans précédent. L'activité de nombreux secteurs s'est effondrée.

La crise sanitaire a fait basculer dans le dénuement et le chômage total les salariés vivant de contrats précaires. Elle a donné le coup de grâce aux commerces qui arrivaient tout juste à surnager dans cette économie de requins.

Même ce qui semblait, jusqu'ici, stable et assuré est devenu incertain et source d'angoisse pour le monde du travail. Le fait d'avoir un CDI et de travailler dans une grande entreprise n'est plus une protection. Le salaire que l'on croyait acquis est remis en cause par le chômage partiel, la suppression de primes ou par des chantages à l'emploi baptisés « accords de performance ».

La grande bourgeoisie est prête à tout pour préserver ses cours boursiers et ses profits, et ce ne sont pas les idées qui lui manquent !

Tavares, le PDG du groupe PSA, envisage, par exemple, de faire venir des ouvriers de Pologne et d'Espagne pour travailler en équipe de nuit dans l'usine PSA d'Hordain dans le Nord. L'idée étant de pouvoir faire l'inverse en cas de besoin, c'est-à-dire de prêter des ouvriers français aux usines polonaises ou espagnoles. Il veut transformer les ouvriers de son groupe en nomades de l'industrie, censés travailler un mois dans une usine, un mois dans une autre même si elle est à l'autre bout du pays, voire à l'autre bout de l'Europe.

Une vie de pions, déplacés, vendus, jetés au gré des besoins d'une minorité

richissime ; une vie vouée au labeur et à l'exploitation : voilà l'avenir que le grand patronat nous réserve !

Nous entrons dans une période de crises sociales et politiques d'ampleur parce que la bourgeoisie s'est lancée dans une offensive féroce contre le monde du travail.

La situation a déjà atteint, pour beaucoup, les limites du supportable, on le voit avec les manifestations de la jeunesse contre le racisme et les violences policières, comme on l'avait vu avec les Gilets jaunes et la mobilisation contre la réforme des retraites. Ces mouvements de colère n'ont rien du coup de tonnerre dans un ciel serein. La société se fissure et se décompose depuis des décennies sous les effets du chômage de masse, des inégalités et des injustices. Tout se délite.

Alors oui, la situation est grave, mais le monde du travail a les moyens de la changer s'il conteste la dictature des actionnaires et des financiers.

Mardi 16 juin, les hospitaliers étaient dans la rue pour dire leur colère : en 25 ans, l'État a supprimé 100 000 lits, et après l'épreuve qu'ils ont traversée, il ne leur offre que des médailles et une promesse de défilé, mais ni postes, ni lits, ni augmentations de salaire. Eh bien, il faut se mobiliser avec eux, le plus nombreux possible, car il ne s'agit pas d'intérêts catégoriels, mais de protester contre cette société où l'argent qui devrait aller à la santé, va aux financiers !

C'est la domination de la bourgeoisie qui perpétue les injustices et oppressions raciales ou sociales. Seule la lutte des travailleurs, s'ils vont jusqu'au bout dans la défense de leurs intérêts d'exploités, peut la remettre en cause.



Le 16 juin avec les soignants à Chaumont : une manifestation réussie

Mardi 16 juin, environ 300 personnes ont manifesté avec les soignants à Chaumont.

Tous les présents étaient contents de se retrouver pour cette première manifestation d'après confinement.

Personne ne se fait d'illusions sur le « Ségur de la Santé » : le bla-bla du gouvernement. Par contre, pas ques-

tion de laisser passer cette occasion de réaffirmer qu'il faut augmenter les salaires, arrêter les suppressions de lits et de services.

Les conditions de travail sont de plus en plus difficiles et personne ne veut un « retour à l'anormal » après la crise du Covid.

Pas question non plus d'accepter que des services passent sous gestion

privée.

La manifestation s'est rendue aussi devant l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour lui transmettre le nombre de signatures de la pétition signée depuis 3 semaines pour le maintien de la réanimation.

Plus que jamais : « l'argent, pour l'hôpital, pas pour le capital ! »

Hôpital de Joinville : Les soignants ne font pas l'aumône

Lundi 25 mai, à l'occasion de l'ouverture des négociations dites du « Ségur de la santé », des travailleurs de l'hôpital de Joinville, soutenus par le syndicat Force ouvrière, ont exprimé leur colère. Ils ne croient pas aux belles promesses faites par le gouvernement qui laissent penser « *que des changements vont s'opérer tant pour le système hospitalier que pour le personnel hospitalier ainsi que pour les patients et résidents.* »

Tout ça, c'est du bla-bla et les hospitaliers ne sont pas dupes : ils l'ont affirmé clairement : « *des revalorisations de salaires et non des médailles ou des primes* » !

On ne saurait mieux dire.

Ferry-Capitain : Débrayage pour les conditions sanitaires

Jeudi 28 mai, des travailleurs de Ferry-Capitain, à Joinville, ont débrayé pour protester contre la pénurie de masques, l'absence de visières transparentes, les douches inaccessibles car vétustes, l'inexistence de plan de circulation dans les ateliers et lieux clos.

La direction, qui aime parler de la cafetière et du four à micro-ondes dans les réunions consacrées à la sécurité, laisse les salariés trop proches les uns des autres sur les postes de travail et dans les vestiaires.

En clair, les patrons sont d'accord pour discuter de tout ce qui ne leur coûte rien.

Les travailleurs ont bien raison de ne pas se laisser faire.



PSA Hordain : la logique des patrons et la nôtre

La direction de l'usine PSA à Hordain, dans le Nord, a annoncé son intention de faire venir des salariés polonais sur le site pour relancer l'équipe de nuit, alors même qu'elle a renvoyé des centaines d'intérimaires au début du confinement.

PSA cherche ainsi à faire pression sur tous les travailleurs, en jouant sur la concurrence entre salariés européens et en cherchant à imposer une flexibilité plus grande à l'échelle de l'Europe.

Plus que jamais, les travailleurs

ne doivent pas se laisser duper par de telles manœuvres. « *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !* » écrivait Karl Marx.



Restaurants du cœur : une hausse bien significative

Avec la crise sanitaire, les Restos du Cœur de la Haute-Marne ont vu leur activité augmenter de 12%. Sur l'ensemble du département, cela représente 400 personnes de plus que l'an dernier à la même époque à avoir fait appel aux Restos du fait de la crise sanitaire.

Voilà les premières conséquences de la montée de la pauvreté provoquée

par la rupture de contrats pour les travailleurs précaires, intérimaires et de la baisse de revenus pour ceux qui ont été mis au chômage partiel, et avec les annonces de licenciements de ces dernières semaines, ce chiffre ne fera qu'augmenter.

La logique capitaliste nous emmène à la catastrophe.

Menaces contre les travailleurs de Renault

Renault veut se débarrasser de 15 000 travailleurs, 4 600 ici, 10 000 à l'étranger.

Les travailleurs du site de Maubeuge se sont mobilisés. Et un millier de personnes ont manifesté samedi 6 juin contre la fermeture annoncée du site de Choisy. Devant les premières réactions, la direction louvoie, modifiant ses annonces

dans ses discours sans rien changer à ses objectifs globaux. C'est aussi la tactique de l'ensemble du patronat qui partout prend prétexte de la crise sanitaire pour s'en prendre à l'ensemble de la classe ouvrière.

Pas question de subir cela ! S'il y a moins de travail, il faut le répartir entre tous, avec maintien du salaire. Si le rythme du travail est moins

intense, tant mieux, mais tous ainsi garderont leur emploi.

Cela diminuera la part des actionnaires ? Ils se sont déjà trop enrichis dans le passé. Ce sont les travailleurs qui créent les richesses, ce n'est pas à eux de payer pour une crise dont les capitalistes sont responsables.

Justice pour George, Adama et les autres victimes !

Malgré l'interdiction de tout rassemblement par le préfet de police, 20 000 personnes se sont



mobilisées devant le palais de justice de Paris pour dénoncer les violences policières.

Au même moment, une expertise indépendante est venue contredire la version officielle de la police concernant la mort d'Adama Traoré, en juillet 2016, lors d'une interpellation par des gendarmes du Val-d'Oise.

C'est le placage ventral par les policiers qui aurait entraîné la mort de ce jeune homme noir. D'autres

ville ont également été le siège de manifestations.

Cela fait écho aux manifestations qui sont en train de se dérouler dans de très nombreuses grandes villes des Etats-Unis, contre le racisme qui frappe la population noire avec encore plus de violence et d'impunité que de ce côté-ci de l'Atlantique.

Le poison raciste parmi les forces de police, aux Etats-Unis comme ici et ailleurs, ne peut qu'engendrer une colère légitime et profonde.

Violences policières et violence sociale

Devant l'ampleur des manifestations contre les violences policières, le gouvernement s'est senti obligé de faire quelques annonces sur le comportement de la police. Castaner, le ministre de l'Intérieur, a expliqué en conférence de presse qu'il condamnait et lutterait contre le racisme en son sein et qu'il interdisait dorénavant l'utilisation de la technique d'étranglement pendant les interpellations, ainsi que le genou sur la nuque pour maintenir un prisonnier au sol.

Ce n'est pas ce genre de mesures,

pour autant qu'elles soient appliquées par les policiers, qui réglera la question.

Le rôle essentiel de la police consiste à imposer par la force aux classes populaires la violence sociale d'un système dominé par une minorité de très riches.

Dans une société pourrie par les inégalités, la police se comporte inévitablement avec

violence, avant tout contre les plus pauvres.

Et il est tout aussi inévitable qu'elle soit gangrenée par le mépris social et le racisme.



Renverser les statues... ou les exploiters d'aujourd'hui !

En Angleterre, les manifestants du mouvement contre le racisme et les violences policières se sont attaqués aux symboles de la période coloniale et esclavagiste. Après avoir jeté dans la Tamise la statue d'un esclavagiste négrier célèbre, ils veulent maintenant s'en prendre à celle de Cecil Rhodes, ministre colonial du Cap en Afrique du sud et défenseur de la suprématie

anglo-saxonne, qui trône encore devant une université britannique.

En France, des associations dénoncent le rôle de Colbert, ministre de Louis XIV et instigateur du Code noir qui a donné une base juridique à l'esclavage. Elles demandent en particulier le déboulonnage de la statue de Colbert située devant l'Assemblée nationale.

Dénoncer ces symboles et rétablir la vérité sur le rôle de ces hommes d'État permet de mieux comprendre comment et sur quelle base s'est construite la société dans laquelle nous vivons avec ses injustices et ses oppressions. Mais pour la mettre à bas, ce sont les exploiters d'aujourd'hui et leurs représentants politiques qu'il faudra renverser !

Des nouvelles du conseil municipal

Le conseil municipal s'est tenu lundi 15 juin. Ont été abordées des questions de fonctionnement (indemnités des élus, répartition dans les diverses commissions) et des attributions de subventions (associations, commerçants, MJC) ou encore le maintien du stationnement gratuit. Voici quelques explications de votes de notre camarade Sylvain Demay :

Déclaration à propos des subventions aux associations : « à bas le capitalisme ! »

Je vote pour les subventions proposées aux associations. Ces associations jouent évidemment un rôle essentiel dans l'aide apportée à des centaines de familles populaires prises à la gorge.

Mais je tiens à souligner que si le rôle de ces associations est si important, c'est dû au fonctionnement aberrant du système capitaliste. C'est la nature même de ce système éco-

nomique que de faire que les riches soient de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux. C'est encore pire avec l'aggravation de la crise économique.

L'État consacre pourtant des milliards à injecter des capitaux pour que le système ne s'arrête pas, c'est-à-dire, en définitive, pour que les bourgeois ne subissent aucun effet de la crise. Et ces dépenses pour aider

les riches, elles seront prises dans les poches des classes populaires.

Dans la guerre de classe, l'État est dans le camp de la bourgeoisie. Pour survivre, pour échapper aux soupes populaires, les travailleurs devront en finir avec ce système capitaliste qui nous rapproche chaque jour davantage du précipice.

Déclaration à propos de la motion pour garder la réanimation à Chaumont

J'ai évidemment fait partie des signataires de la pétition impulsée par le syndicat CGT des retraités, et je voterai donc pour cette motion, même si je ne partage pas l'ensemble du texte.

Mais je constate que parmi ceux qui s'apprêtent à le voter, nombreux sont ceux, de la droite à la gauche, qui ont soutenu des gouvernements qui ont étranglé les hôpitaux.

La fermeture du service de réanimation a été décidée par l'ARS, un organisme créé pour réduire les coûts dans les hôpitaux sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

Cette fermeture est intervenue en 2015 sous la présidence de François Hollande, qui a donc continué la politique de son prédécesseur.

Autant dire qu'une motion votée aujourd'hui, ici, même à l'unanimité,

a une portée très limitée.

Ce qui comptera à l'avenir, c'est que les travailleurs des hôpitaux se mobilisent, et que tous les travailleurs les rejoignent.

C'est ce que j'exprimerai demain en me mettant en grève pour me rendre au rassemblement en soutien aux travailleurs des hôpitaux qui aura lieu à 17h au parc du Boulingrin.

Fixation des indemnités des élus : loin de ce qu'il faudrait pour des élus ouvriers

Le conseil a débattu des indemnités versées aux élus.

Le principe des indemnités a été défendu au départ par le mouvement ouvrier, pour que la politique ne soit pas réservée aux plus riches qui pouvaient vivre de leurs rentes.

Mais il s'agissait alors de

compenser une perte de salaire. Et il n'était pas acceptable, pour les partis ouvriers qui défendaient cette mesure, de toucher plus que le salaire d'un ouvrier qualifié ou d'un technicien.

La loi fixe et encadre les indemnités des élus avec un barème par fonction.

Ce système mis en place dans les municipalités n'a rien à voir avec les principes défendus jadis par le mouvement ouvrier.

Même si les sommes votées ont été inférieures au barème (2000€ pour la maire, 900€ pour les adjoints), je me suis donc abstenu.

Commentaire à propos des aides aux commerçants : « et pour les salariés ? »

Le conseil municipal vient de décider d'exonérer les commerces, cafés et restaurants de redevance sur l'utilisation de l'espace public.

On peut comprendre que dans ce contexte de crise, la municipalité veuille accorder des facilités aux commerçants même si tous les commerçants ne sont pas à loger à la même enseigne.

Les commerçants plus prospères pourraient continuer à payer cette redevance.

Mais qu'en est-il des loyers des travailleurs ?

Pourquoi le bailleur social ne ferait pas, lui aussi, un tel effort, alors que des intérimaires et CDD ont été renvoyés et alors que le chômage

partiel ampute de 20% en moyenne le salaire des travailleurs touchés ?

Au fond, la meilleure aide qu'on pourrait accorder aux petits commerçants, c'est que notre pouvoir d'achat augmente au point qu'on retrouve la possibilité d'aller faire nos courses dans leurs boutiques.